

# GRÈVE GÉNÉRALE DES CHEMINOTS ANGLAIS

# EXCELSIOR

10<sup>e</sup> Année. — N° 3.234. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. — « Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON  
Pierre Lafitte, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 08-73 - 15.00. — Adresse télégr. : Excelsior-Paris. 20, rue d'Enghien, Paris.

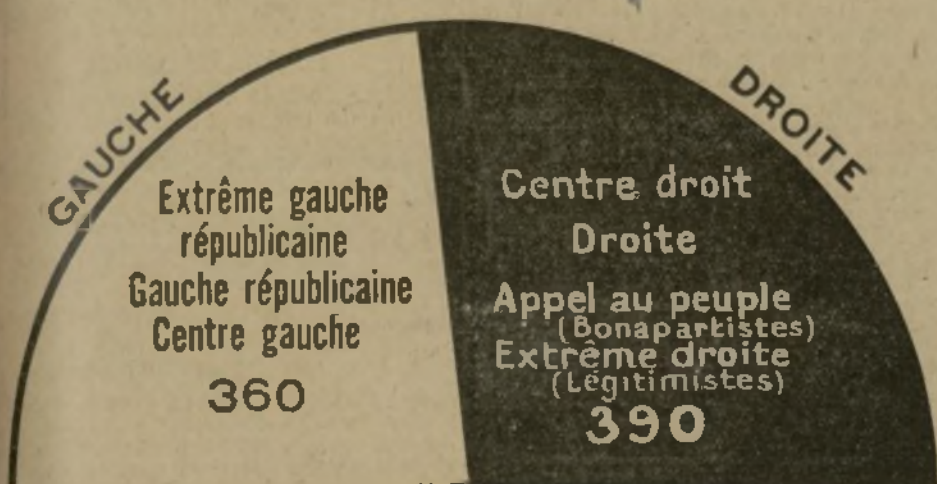
DIMANCHE  
**28**  
SEPTEMBRE  
1919

N'y a-t-il pas, après  
tout, quelque chose de  
plus sûr que les opinions  
et qui leur sert à toutes :  
la conscience ?  
LAMARTINE.

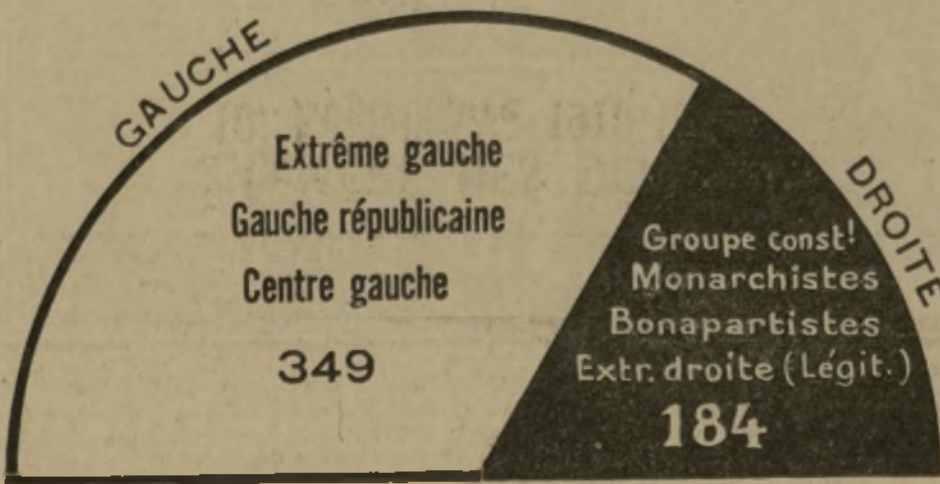
Le conflit persiste dans  
les music-halls pari-  
siens et s'aggrave dans  
les théâtres.

## LES DIFFÉRENTS GROUPES DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DEPUIS L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE 1871 JUSQU'A LA CHAMBRE D'AUJOURD'HUI

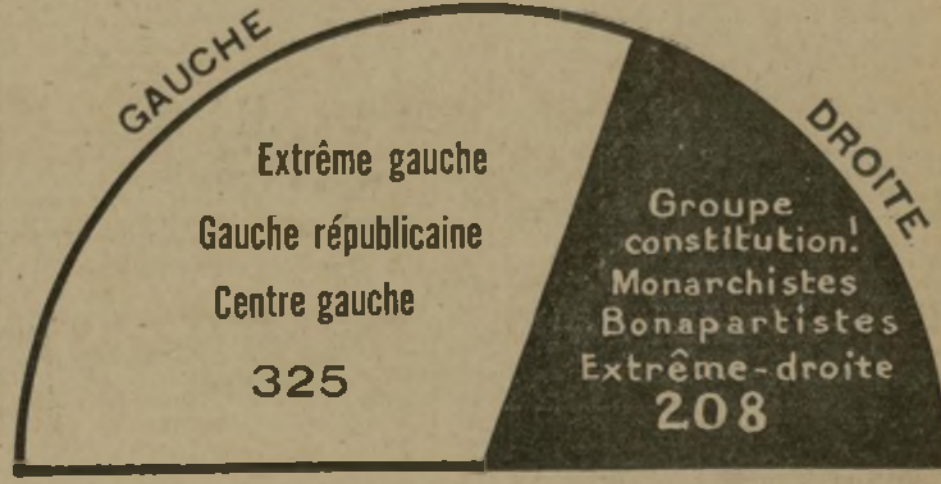
ASSEMBLÉE NATIONALE  
1871 à 1876



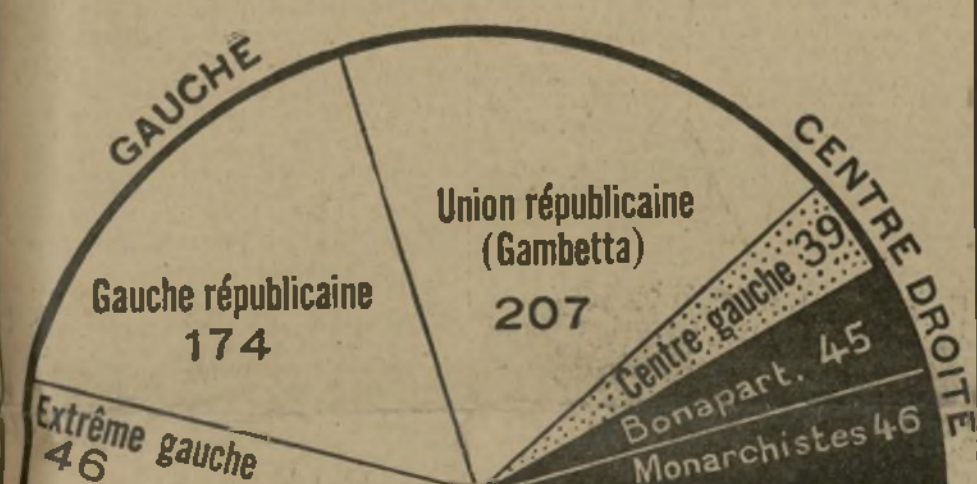
CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
1<sup>re</sup> Législature 1876-1877



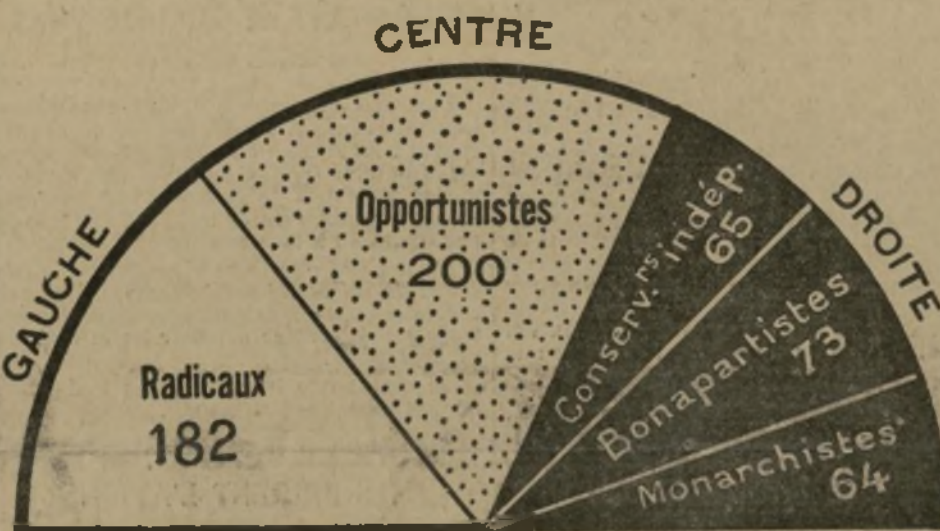
CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
2<sup>e</sup> Législature 1877-1881



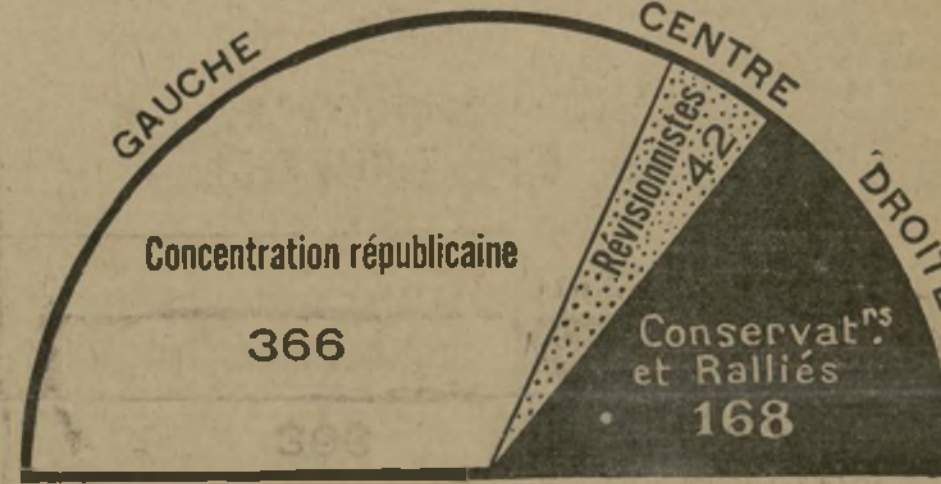
CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
3<sup>e</sup> Législature 1881-1885



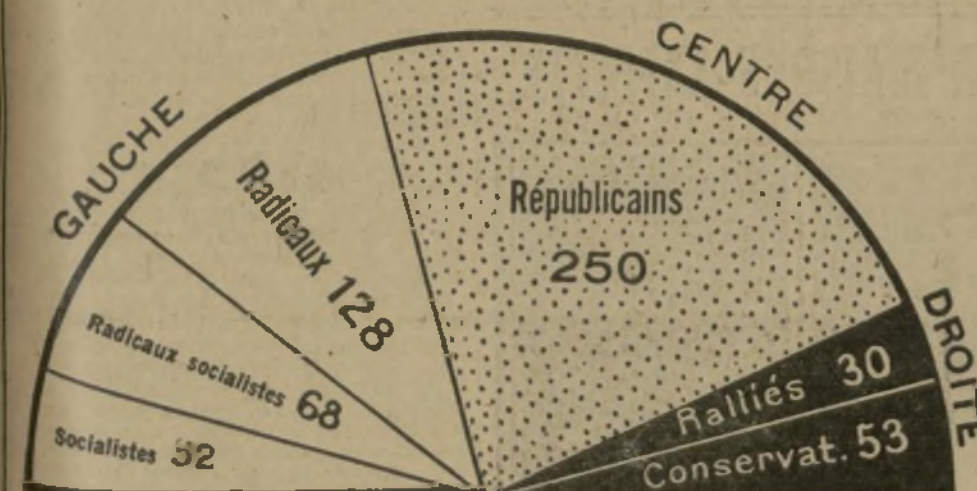
CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
4<sup>e</sup> Législature 1885-1889



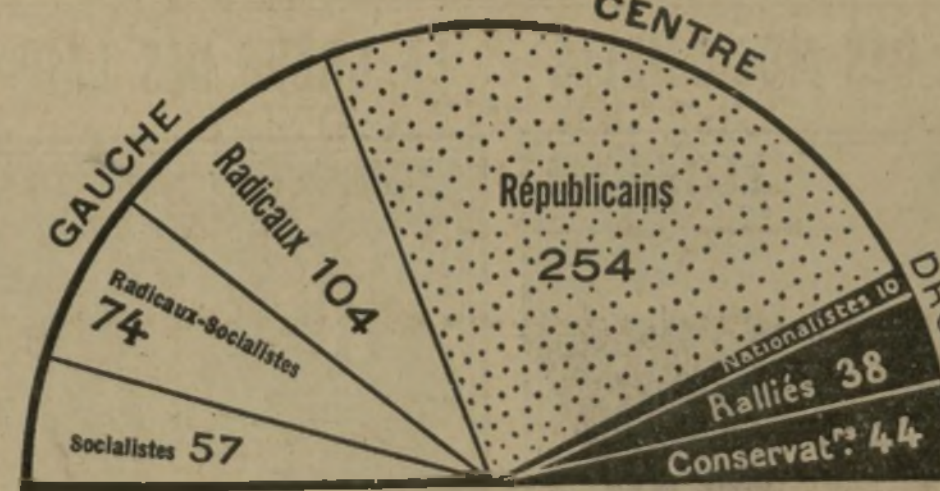
CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
5<sup>e</sup> Législature 1889-1893



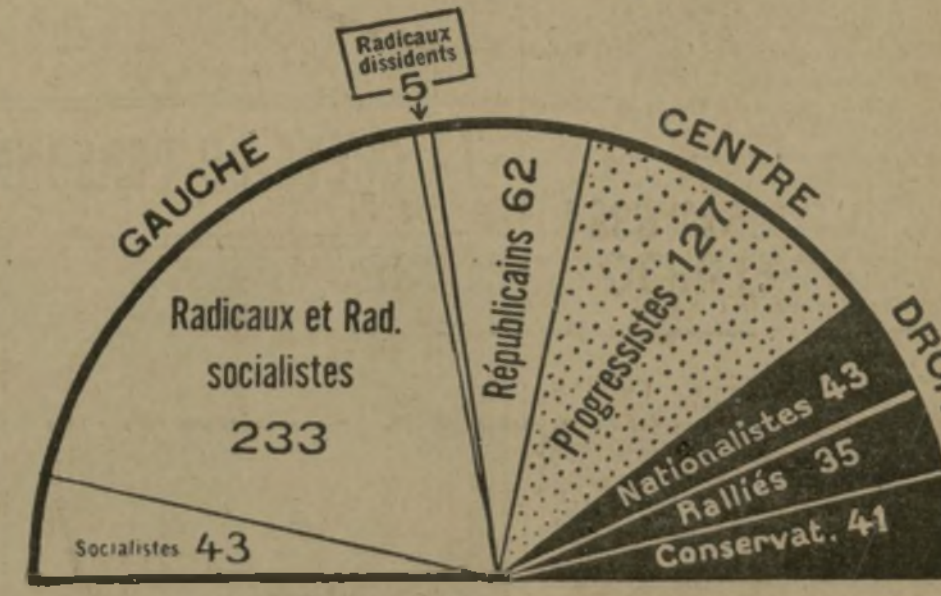
CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
6<sup>e</sup> Législature 1893-1898



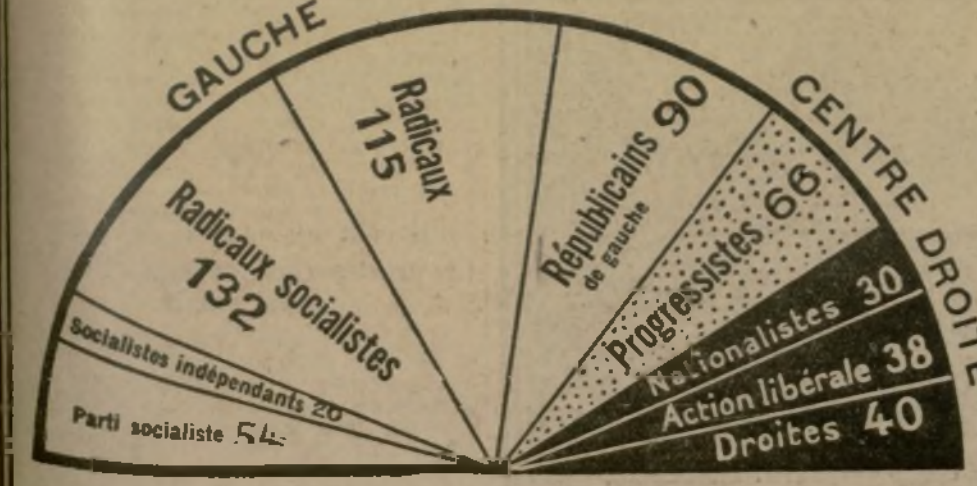
CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
7<sup>e</sup> Législature 1898-1902



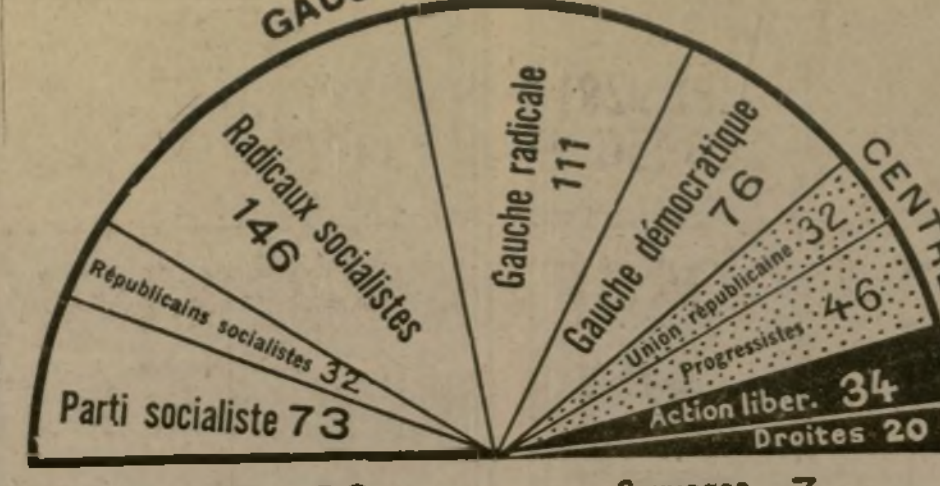
CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
8<sup>e</sup> Législature 1902-1906



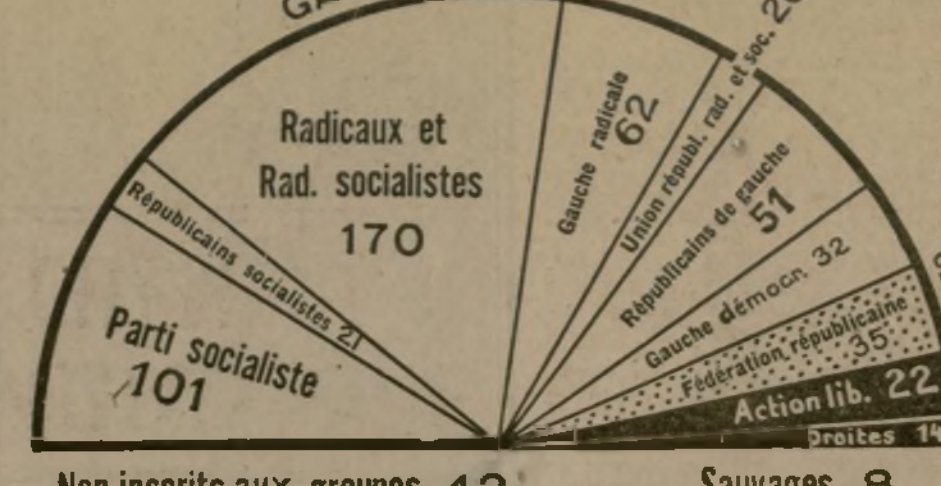
CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
9<sup>e</sup> Législature 1906-1910



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
10<sup>e</sup> Législature 1910-1914



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
11<sup>e</sup> Législature 1914-1919



PLANS ÉTABLIS D'APRÈS LES CHIFFRES OFFICIELS ET MONTRANT LA DIVISION DES GROUPEMENTS DE LA GAUCHE, DU CENTRE ET DE LA DROITE

Les taches blanches et noires, d'abord, puis blanches, pointillées et noires, font suffisamment image pour qu'il soit utile de commenter cette page. Il n'est point toutefois sans intérêt de remarquer : 1<sup>er</sup> que la droite, qui représentait la majorité, avec 390 voix contre 360, de 1871 à 1876, n'avait plus, lors de la consultation de 1914, que 36 élus contre 521 des autres partis; 2<sup>o</sup> que le centre, qui représenta jusqu'à

254 suffrages, contre 92 voix à droite et 235 à gauche, en 1898, ce qui lui permettait de mener le débat, est réduit aujourd'hui à 35 votants; 3<sup>o</sup> que les radicaux, qui siégeaient à l'extrême-gauche en 1885, siègent aujourd'hui presque au centre de l'hémicycle; 4<sup>o</sup> que le parti socialiste, né avec la 6<sup>e</sup> législature, en 1893, et qui ne gagna que 2 voix en douze ans, a doublé aujourd'hui, à 3 voix près, son effectif.



## AU SERVICE DE LA LIBERTÉ

LE GÉNÉRAL GARIBOLDI  
ADRESSE UN HOMMAGE ÉMU  
AUX VOLONTAIRES ÉTRANGERS  
MORTS POUR LA FRANCE

Une cérémonie commémorative aura lieu ce matin, à 10 heures, aux Invalides.

ON INAUGURERA UNE PLAQUE DU SOUVENIR

Les drapeaux qui groupèrent les volontaires étrangers seront remis au Musée de l'Armée.

La Fédération des volontaires étrangers de la Grande Guerre a organisé une cérémonie commémorative, qui doit avoir lieu aujourd'hui, à 10 heures, aux Invalides. Une plaque commémorative sera inaugurée sur l'un des murs de la cour d'honneur des Invalides, la même où furent signés les engagements, et les drapeaux qui, aux premiers jours de la mobilisation, groupèrent la masse des volontaires étrangers seront officiellement remis au Musée de l'Armée.

Le général Peppino Garibaldi, qui, des premiers, vint au secours de la France menacée, et combattit héroïquement à nos côtés, assistera à la cérémonie. Il n'y sera pas en uniforme, il n'y portera pas la chemise rouge légendaire, ses bagages s'étant égarés en route. Nous publions, sous la signature du héros Giuseppe Garibaldi (Peppino) n'est qu'un affectueux diminutif, un éloquent hommage aux volontaires étrangers qui versèrent leur sang pour la France, et dont, mieux que tout autre, il fut à même d'apprécier et de louer les mérites dévoués.

Les volontaires étrangers qui se sont battus pour la France passeront, eux aussi, sous un arc de triomphe idéal, puisque, aujourd'hui, se déroulent en leur honneur une grande cérémonie aux Invalides.

Je crois ne pas me tromper en exprimant la reconnaissance de tous ceux qui, avec l'élan et l'enthousiasme de leur foi en l'immortalité des principes incarnés par la France, sont accourus mettre leur existence au service de la liberté et de la civilisation.

Ce n'est pas sans émotion que je reverrai aujourd'hui la cour du palais des Invalides où, en août 1914, défilèrent les volontaires étrangers enrôlés au service de votre beau pays.

Beaucoup de nos camarades sont héroïquement tombés au champ d'honneur. Notre pensée salue aujourd'hui avec émotion leur glorieuse mémoire.

Je suis fier d'évoquer, en ce jour particulièrement consacré aux étrangers qui se sont battus pour la France, la solidarité avec laquelle plusieurs milliers d'Italiens sont accourus à mon appel.

La tradition créée par mon vénéré grand-père — tradition de dévouement absolu à toute cause juste — avait trouvé près de moi tous les membres de ma famille. Mes camarades, mes frères et moi, dissimulés en diverses parties du monde, n'avons pas eu besoin de nous consulter. Le 1<sup>er</sup> août, sur ce que nous devions faire, nous nous sommes tous retrouvés à Paris, où nous savions que nous appelait la cause d'un peuple frère, attaqué par un peuple de proie et de rapine. Nous nous sommes réunis à Paris, parce que nous savions déjà que la tragédie et la grande période qui allait s'ouvrir devait marquer également le commencement du nouveau destin de notre patrie, l'Italie.

La Triple Alliance — que le calcul des diplomates avait construite contre le sentiment réel des peuples — était virtuellement morte le jour où l'Italie déclarait sa neutralité favorable à la France. Le reste, c'est-à-dire notre entrée en guerre, devait venir fatalement, inéluctablement.

Dans l'hiver 1914-1915, les volontaires italiens se battirent en Argonne aux côtés de leurs frères français. Et j'eus la grande joie, le grand honneur, la grande fierté de les mener à l'assaut, au cri unique de : « Vive la France ! Vive l'Italie ! »

Le destin a voulu que je termine la guerre où je l'avais commencée. Sur le sol de France, auquel me rattachent des souvenirs et des deuils immenses, sur ce même front où j'avais porté l'uniforme de colonel français, je revins, comme général italien, combattre et assister à la victoire.

Comme en 1914, avec la même foi, le même amour, les volontaires italiens — ceux qui seront aux Invalides comme ceux qui sont à Fiume d'Italie — uniront, comme jadis en Argonne, France et Italie dans une même pensée.

Giuseppe Garibaldi

## LA RÉFORME ÉLECTORALE

Reviendra-t-on sur le sectionnement du département de la Seine ?

La commission du suffrage universel de la Chambre a continué hier l'examen du projet relatif aux sectionnements électoraux et à l'impression et la distribution des bulletins et des bulletins de vote.

D'après avec M. Pams, ministre de l'Intérieur, elle a décidé de demander à la Chambre de fixer à jeudi matin la discussion de ce projet.

A ce moment, elle demandera à la Chambre de décider une discussion en seconde lecture, en faisant connaître qu'elle est en accord avec le ministre de l'Intérieur elle a élaboré un texte nouveau qui substitue à l'action des préfets et des maires, pour l'impression et la distribution des bulletins et des circulaires, celle d'une commission présidée par le président du tribunal civil.

En ce qui concerne le sectionnement de la Seine, la question sera soulevée, à nouveau au cours du débat en seconde lecture. La commission inclinerait vers une solution qui diviserait le département de la Seine en quatre grandes circonscriptions comprenant chacune un secteur de Paris et une partie des communes de la banlieue.

CONGO SAVON DU CONGO  
BLANCHÉUR TEINT  
VICTOR VAISSIER

## SUR LE TRAITÉ DE VERSAILLES

M. GEORGES CLEMENCEAU  
A ÉTÉ ENTENDU HIER MATIN  
PAR LA COMMISSION DE LA PAIX  
DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Une nouvelle motion relative au désarmement effectif de l'Allemagne.

LE TEXTE EN EST PROPOSÉ PAR M. GRODET

Elle ne viendrait en discussion qu'après le vote du projet de loi de ratification du traité.

La ratification de la paix de la Chambre a tenu, hier, sous la présidence de M. René Viviani, deux réunions au cours desquelles elle a examiné à nouveau la motion de M. André Lefèvre, qui, rappeurant le traité de Versailles pour l'adoption d'un avenant au traité de paix pendant effectif le désarmement de l'Allemagne.

Le matin, la commission a entendu le président du Conseil.

M. Clemenceau a été très net. Sans faire d'objection de principe au vote de la motion de M. Lefèvre, il a déclaré qu'elle devait être indépendante du projet de loi ratifiant le traité et ne pouvait venir en discussion qu'après la ratification. Sur ce point, le président du Conseil posera, devant la Chambre, la question de compétence.

En second lieu, dans son esprit, il ne peut être question de négociations en vue d'un avenant au traité de Versailles, mais seulement de conversations entre allies en vue de l'application des clauses de ce dernier relatives au désarmement de l'Allemagne.

M. Clemenceau estime, en effet, que ces clauses, qui permettent aux Allies de limiter les fabrications de guerre de l'Allemagne, donnent à la France et à ses allies des pouvoirs suffisants. Il a donc demandé que des modifications soient apportées au texte de la motion Lefèvre.

Une longue discussion s'est engagée, l'après-midi, sur les déclarations du président du Conseil. Finalement la commission s'est ralliée aux vues du gouvernement pour repousser la discussion immédiate de la motion Lefèvre.

Elle examinera lundi le fond de la motion.

D'ores et déjà, la commission a, cependant, adopté un texte proposé par M. Grodet, et qui répond aux vœux exprimés par le gouvernement.

Le texte serait le suivant :

La Chambre invite le gouvernement à conclure des négociations avec les puissances alliées et associées en vue de rendre effectif le désarmement de l'Allemagne et de s'assurer l'interdiction de certaines fabrications de guerre et toutes mesures jugées nécessaires.

M. Le Bargy, directeur des études de déclamation au Conservatoire ?

Le bruit en courait hier avec persistance. Il naquit au Cénacle de Paris, où M. Nozière faisait une conférence intitulée : « Doit-on réformer le Conservatoire ? »

M. Antoine, qui y assistait, prit la parole, et affirma que la nomination de M. Le Bargy à la direction des études de déclamation au Conservatoire était officielle, sans condition.

Au sujet de cette nouvelle, nous nous sommes rendus au domicile de M. Le Bargy, mais le grand comédien est absent de Paris, et nous n'avons pu avoir aucune confirmation.

Il est vraisemblable que M. Le Bargy remplira ces fonctions, M. Gabriel Faure demeurant directeur du Conservatoire.

## LES GRANDS CONFLITS DU TRAVAIL

LES CHEMINOTS ANGLAIS ONT CESSÉ  
PARTOUT LE TRAVAIL HIER A MINUIT

Le gouvernement déclare qu'il combattra les grévistes avec toutes les ressources du pays, afin de sauvegarder le principe d'autorité.

Camions automobiles et chauffeurs sont réquisitionnés de manière à assurer la distribution du pain et du lait à Londres et dans tous les grands centres de l'Angleterre.



INSTANTANES PRIS, AVANT-HIER, AU MOMENT OÙ LA GREVE A ÉCLATÉ

Voici : 1. M. Lloyd George quittant le n° 10 de Downing street, où a eu lieu la dernière conférence avec les représentants des cheminots ; 2. MM. C. P. Cramp et J. H. Thomas, secrétaires du comité des cheminots, arrivant au meeting ; 3. Les cheminots délégués ; 4. Sir Eric Geddes arrivant à la conférence qui devait échouer.

LONDRES, 27 septembre. — C'est à minuit que la grève générale a commencé, suivant les instructions données par le comité exécutif à tous les cheminots. Tous les trains dont l'heure de départ était antérieure de quelques minutes à minuit ont continué, selon ces instructions, à partir et à arriver à destination. Les ordres du comité exécutif ont été suivis strictement sur tous les réseaux, sauf toutefois sur le Great Northern, où les aiguilleurs, ayant quitté leur poste, rendirent impossible le départ des express de Glasgow et de Liverpool de 23 h. 30 et de 23 h. 45.

L'organisation des cheminots est si parfaite que les défections semblent peu probables. Le gouvernement déclare qu'il combattra les grévistes avec toutes les ressources du pays, le principe d'autorité devant triompher coûte que coûte.

Le ravitaillement sera assuré par la réquisition obligatoire de tous les moyens de transport. Des mesures ont été déjà prises en ce sens par le Home Office, le ministère de l'Alimentation et le ministère de la Guerre. Ainsi sera assurée la distribution du pain à Londres et dans les autres grands centres.

On espère que des désordres graves pourront être évités. Toutefois, étant donnée la situation menaçante qui découle du caractère même de la grève, toutes les voies ferrées sont placées sous la garde des troupes.

Jusqu'à présent, aucun arrangement n'a été pris pour assurer le service des trains en employant des soldats. Le Board of Trade a publié de strictes instructions, qui ont été suivies immédiatement, afin de préserver les stocks actuels de combustibles dans les villes, et de limiter l'éclairage.

Les mesures gouvernementales

LONDRES, 27 septembre. — L'Evening News annonce que le gouvernement a pris des mesures énergiques en vue de faire face aux difficultés qui pourraient surgir au sujet du ravitaillement.

## SYNDIQUÉS CONTRE DIRECTEURS

LA GREVE GÉNÉRALE SERA DÉCRÉTÉE  
CET APRÈS-MIDI DANS LES THÉÂTRES  
QUI N'ACCEPTENT PAS LE CONTRAT  
DE LA FÉDÉRATION DU SPECTACLE

M. Lafferre, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, se refuse à approuver un cahier des charges qui proposerait un engagement type contenant la clause d'exclusion des artistes qui ne sont pas syndiqués.

## LES DERNIERS POURPARLERS AVEC LES DIRECTEURS

La Fédération du Spectacle n'a pas tardé à répondre à l'ordre du jour voté par les artistes non syndiqués, à la suite de la déclaration de M. Frank, affirmant qu'il revenait sur la décision prise, lors de sa dernière entrevue avec les délégués, au sujet de l'exclusion des non syndiqués.

Hier matin, les délégués de la Fédération, MM. Legris, Campana et Bary, qu'accompagnait Mme Lara, se présentèrent au siège de l'Amicale des directeurs, où ils rencontrèrent MM. Alphonse Franck, Herzl et Maurice Bernhardt. Ils leur apportèrent l'ultimatum d'avoir à signer dans la journée l'accord convenu verbalement — sous la menace de la grève générale le soir.

Une transaction allait intervenir. Sur une affirmation véhémentement de Mme Lara, qui s'écriait : « Nous voulons, avant tout, défendre les petits ! » M. Quinson, approuvé par ses collègues, proposa :

« En bien, si nous prenons l'engagement de ne prendre que des acteurs syndiqués pour les emplois rétribués moins de 2.000 francs par mois ? Liberté pour ceux qui sont payés davantage ! »

Cette proposition souleva des exclamations de la part des délégués.

Néanmoins, on prit rendez-vous pour l'après-midi.

Les délégués : Mme Lara, de la Comédie-Française ; MM. Alphonse Franck, de l'Opéra-Comique ; MM. Campana et Bary, ne se trouvant en présence que les trois directeurs, MM. Albert Carré, Franck et Maurice Bernhardt.

M. Alphonse Franck leur fit lire une interview de M. Lafferre, ministre de l'Instruction publique, qui déclarait à un de ses collègues du Temps que la clause en litige était illégale, en ce qu'elle concernait les théâtres subventionnés. Enfin, chacun des trois directeurs ne consentait à discuter qu'en son nom personnel, sans engager l'association.

On nous borne l'écrit M. Campana.

Nous attendrons plus !

Les directeurs décident de reprendre chacun leur liberté. Les délégués sortent.

C'est la grève générale ! dit en passant M. Campana aux journalistes.

Pendant ce temps, une députation de acteurs non syndiqués, MM. Huguenot, Gazielle, Janvier, est introduite auprès de M. Franck.

Et, peu après, arrive M. Quinson.

M. Albert Carré, qu'on rejoint MM. Isaïa, s'agisse automobile.

Chaque directeur reprend sa liberté, dit-il document, rien n'est rompu. Des idées ont été débattues, des transactions proposées. On va voir !

Mais, à la Bourse du Travail, les délégués des théâtres attendent M. Campana. Et, tout de suite, l'union s'est faite sur la riposte à faire. Il y a là MM. Harry Baur, Raimu, Blanche, Mme Méthivier, M. Harment, etc., et les délégués des syndicats des machinistes, électriciens, etc. Ceux-ci déclarent :

« C'est pour vous que la bataille est livrée. Nous vous suivons. »

Le comité inter-syndical se réunit. Exceptionnellement Mme Lara et M. Harry Baur y sont admis. Trois solutions sont en présence :

1<sup>re</sup> Ou la grève générale pour le soir même ;

2<sup>de</sup> Ou la grève générale pour aujourd'hui ;

3<sup>e</sup> Ou la grève générale pour aujourd'hui, avec la restriction que dans les établissements où les directeurs signeront le contrat avant midi le travail continuera.

C'est cette solution qui prévaut, et M. Harry Baur et à Mme Lara. Les délégués de chaque théâtre partent, emportant les instructions suivantes :

Le type du contrat

Chaque délégué doit remettre au directeur de son théâtre le contrat suivant :

Pour toutes les corporations affiliées à la Fédération du spectacle les directeurs s'engagent à partir de ce jour, à n'admettre que des syndiqués.

Le 28 septembre 1919.

Le personnel syndiqué des établissements (dont les directeurs signeront avant demain midi) est autorisé à continuer le travail, sous la réserve que, dans un délai de quinze jours, cet accord sera ratifié par l'Assemblée des directeurs. Sinon, la Fédération du spectacle reprendra sa liberté pour une action nouvelle.

Quant aux établissements dont les directeurs refusent de signer la clause en litige, ceux-ci, à partir de midi, pour toutes les corporations affiliées à la Fédération du spectacle.

Ce que dit M. Lafferre à propos des théâtres subventionnés

Voici les déclarations faites par le ministre de l'Instruction publique, et auxquelles nous faisons allusion plus haut :

« Il faut d'abord établir une distinction entre les théâtres subventionnés et les théâtres non subventionnés. Les premiers, qui sont sous le régime de la loi de 1891, ne peuvent pas se faire sans son approbation, sans son autorisation. Il va sans dire que le ministre, gardien de la loi, ne saurait prouver un texte qui contiendrait une clause contraire aux dispositions de la législation en vigueur, laquelle garantit la liberté du travail, sans même qu'il soit tenu d'introduire un syndicat professionnel. »

En ce qui concerne les autres théâtres, les conventions de l'Etat, leurs directeurs sont libres d'engager qui bon leur semble. S'ils donnent leur signature, on peut s'en tenir au respect. Mais, si la grève est absolue, M. Lafferre ne le conteste pas, n'est-ce pas ?

## DANS LES MUSIC-HALLS, LA GREVE

## CONTINUE, MAIS LES

## ETABLISSEMENTS SONT OUVERTS

Les membres de la Chambre syndicale des directeurs de spectacle de France, réunis hier, au concert Mayol, deux réunions pour s'entretenir de la situation créée par la grève.

Dans la réunion du matin, M. Dufrenoy, qui présidait, assisté de MM. Combes et Léon Volterra, a entendu les assistants incidents qui ont marqué la première soirée de grève, et annoncé qu'un spectacle était ouvert au concert Mayol, les artistes et musiciens syndiqués ou non syndiqués, pouvaient venir s'inscrire pour trouver immédiatement du travail.

En fin de réunion, l'assemblée a voté l'unanimité, l'ordre du jour suivant :

Les directeurs de la chambre syndicale des directeurs de France, réunis aujourd'hui, au concert Mayol, en assemblée générale, maintiennent leur décision d'accepter des augmentations de salaires, mais sous réserve de l'entente et toute discussion tant que la clause d'engagement des non syndiqués, à l'exclusion de la liberté du travail et du droit de grève, ne sera pas irrévocablement primée des revendications.

Dans la réunion de l'après-midi, les directeurs qui ne purent jouer hier, faute de personnel, MM. Léon Volterra, directeur de la Gaité-Rochefort, et M. Valentin, directeur de l'Eldorado, entre autres, occupèrent, avec l'aide de M. Dufrenoy et de ses collègues, de constituer un programme pour la soirée. Les adhésions parvinrent, entre 1 heure et 5 heures, à constituer amplement à assurer une suite de numéros de music-hall pour plusieurs établissements. M. Boucot, qui n'est pas syndiqué, accepte de faire un tour de chant, succédant à l'Eldorado, à la Gaité-Rochefort, et à la Gaité-Montparnasse. M. Dufrenoy, qui est, comme on le sait, la vedette de l'Eldorado, a déclaré qu'il ne paraîtrait pas en scène, tant que l'entente de la Fédération du spectacle ne serait pas levée.

Le directeur du Petit-Casino a mis les artistes à la disposition de ses collègues.

Les artistes « indépendants » ne se sont pas réunis

Ainsi que nous l'avons annoncé hier, M. Georgius avait pris l'initiative de réunir au concert Mayol les artistes lyriques « indépendants ». Cette réunion a été omise, car par quelques membres de la G. G. T. qui ont prié M. Georgius de quitter l'assemblée, avec la promesse qu'il ne lui serait fait aucun mal.

M. Georgius accéda aux désirs des syndiqués, mais ne s'était-il engagé dans la rue de l'Échiquier qu'il fut arrêté par plusieurs individus, et fort malmené. Une bagarre assez vive s'ensuivit, et M. Georgius, qui avait des blessures à la tête, dut être transporté dans une pharmacie.

En haut, à gauche : MM. Delvigne, trésorier du syndicat ; Rossi, secrétaire général, et Sicard. A droite : M. d'Ockhuyzen, entraîneur, à qui l'on a remis les revendications. En bas : « Hayderabrd », fils de « Sardanapale », le yardinière acheté 100.000 francs, à Deauville, par M. Letellier, court seul, en liberté, en l'absence des lads.

En haut, à gauche : MM. Delvigne, trésorier du syndicat ; Rossi, secrétaire général, et Sicard. A droite : M. d'Ockhuyzen, entraîneur, à qui l'on a remis les revendications. En bas : « Hayderabrd », fils de « Sardanapale », le yardinière acheté 100.000 francs, à Deauville, par M. Letellier, court seul, en liberté, en l'absence des lads.

En haut, à gauche : MM. Delvigne, trésorier du syndicat ; Rossi, secrétaire général, et Sicard. A droite : M. d'Ockhuyzen, entraîneur, à qui l'on a remis les revendications. En bas : « Hayderabrd », fils de « Sardanapale », le yardinière acheté 100.000 francs, à Deauville, par M. Letellier, court seul, en liberté, en l'absence des lads.

En haut, à gauche : MM. Delvigne, trésorier du syndicat ; Rossi, secrétaire général, et Sicard. A droite : M. d'Ockhuyzen, entraîneur, à qui l'on a remis les revendications. En bas : « Hayderabrd », fils de « Sardanapale », le yardinière acheté 100.000 francs, à Deauville, par M. Letellier, court seul, en liberté, en l'absence des lads.

En haut, à gauche : MM. Delvigne, trésorier du syndicat ; Rossi, secrétaire général, et Sicard. A droite : M. d'Ockhuyzen, entraîneur, à qui l'on a remis les revendications. En bas : « Hayderabrd », fils de « Sardanapale », le yardinière acheté 100.000 francs, à Deauville, par M. Letellier, court seul, en liberté, en l'absence des lads.



# REVENDEURS D'EMPLOIS LA GREVE DES LADS EMPÊCHE LES RÉUNIONS DE COURSES HIPPIQUES

Elle n'était que partielle hier.  
Elle est aujourd'hui générale.

Hier, pas de courses à Auteuil.  
Aujourd'hui, pas de courses à Longchamp. Demain, peut-être, pas de courses à Saint-Cloud.

Ainsi que nous l'avions laissé prévoir, la réunion de courses d'Auteuil n'a pas eu lieu. La Société des Steeple-Chases, qui avait organisé la réunion, a dû se résigner à l'annuler. Les parieurs, qui s'étaient rassemblés dans la journée, ont dû se contenter de regarder les courses à la télévision.

## Pas de courses à Longchamp

Les courses qui devaient avoir lieu, aujourd'hui dimanche 28 septembre, sur le hippodrome de Longchamp, sont annulées.

## Chantilly, la grève a commencé hier

Les lads, n'ayant pas reçu, vendredi, la réponse qu'ils attendaient des entraîneurs, avaient décidé, nous l'avons dit, de ne pas se rendre au travail, hier. Ce n'est pas le premier jour qu'ils ont eu de ces déclarations. Ils ont même eu de ces déclarations. Ils ont même eu de ces déclarations. Ils ont même eu de ces déclarations.

## A Maisons-Laffitte

A Maisons-Laffitte, les choses n'ont pas été aussi simples. Hier matin, à 11 heures, à la suite d'une réunion tenue à la ville au café Delvigne, que les lads ont tenu, ils ont décidé de ne pas se rendre au travail, hier. Ce n'est pas le premier jour qu'ils ont eu de ces déclarations. Ils ont même eu de ces déclarations. Ils ont même eu de ces déclarations.

## Le relèvement des traitements

La question du relèvement des traitements des fonctionnaires est votée par le Sénat. Mais, à raison de modifications de texte, les projets devront revenir au Palais-Bourbon.

## Le Sénat a tenu, hier, une séance des

travaux. Après avoir adopté le projet de loi relatif au relèvement des traitements des fonctionnaires, le Sénat a tenu, hier, une séance des travaux. Après avoir adopté le projet de loi relatif au relèvement des traitements des fonctionnaires, le Sénat a tenu, hier, une séance des travaux.

## Le Sénat a tenu, hier, une séance des

travaux. Après avoir adopté le projet de loi relatif au relèvement des traitements des fonctionnaires, le Sénat a tenu, hier, une séance des travaux. Après avoir adopté le projet de loi relatif au relèvement des traitements des fonctionnaires, le Sénat a tenu, hier, une séance des travaux.

## Le Sénat a tenu, hier, une séance des

travaux. Après avoir adopté le projet de loi relatif au relèvement des traitements des fonctionnaires, le Sénat a tenu, hier, une séance des travaux. Après avoir adopté le projet de loi relatif au relèvement des traitements des fonctionnaires, le Sénat a tenu, hier, une séance des travaux.

5 HEURES  
DU MATIN

# DERNIÈRE HEURE

5 HEURES  
DU MATIN

## A LA CONFERENCE

### L'ALLEMAGNE EST SOMMÉE D'ÉVACUER IMMÉDIATEMENT LES PROVINCES BALTIQUES

A défaut d'exécution, des sanctions d'ordre économique et financier, et même des mesures coercitives, seront prises.

Enfin, le Conseil suprême des Alliés a décidé d'en finir avec la situation dangereuse que paradoxale créée dans les provinces baltiques par le général von der Goltz et ses troupes. Le maréchal Foch a été chargé, hier, de remettre au gouvernement allemand une note exigeant l'évacuation immédiate de la Lithuanie, de la Lettonie et de l'Esthonie. Cette sommation, dont on avait prématurément annoncé, il y a quelques jours, l'envoi à Berlin, est rédigée en termes extrêmement catégoriques. Il est certain que cette sommation, qui a été déléguée à l'Armistice, a été déléguée à l'Armistice, a été déléguée à l'Armistice.

Ce n'est point la première fois, d'ailleurs, que l'on invite l'Allemagne à rappeler ses troupes. Une des plus récentes demandes de ce genre lui fut adressée il y a un mois, transmise à M. Loh, et qui provoqua la réponse de la «Reichswehr» division de fer, qui refusa d'obéir aux ordres venus de Berlin. Bien plus, l'afflux de matériel et de volontaires augmenta, et tout dernièrement, le général von der Goltz répondit à une note de la mission militaire internationale par une menace pure et simple d'expulsion. Le général de Breda, d'autre part, n'apparaît pas avoir apporté, jusqu'ici, toute la vigueur et toute la diligence nécessaires pour donner satisfaction aux Alliés.

## LES INCIDENTS DE TOULON

### LES MATELOTS MUTINES DU CUIRASSÉ "PROVENCE" AU CONSEIL MARITIME

Toulon, 27 septembre. — Le premier témoin entendu ce matin est l'officier des équipages Le Goulon, qui dit qu'un des matelots, le quartier-maître Lebellic, auquel il s'était adressé, lui avait posé les questions suivantes, au nom de ses camarades : « Pourquoi a-t-on envoyé des matelots dans la mer Noire ? » « Pourquoi le gouvernement Clemenceau a-t-il fait intervenir les troupes contre les manifestants du 17 mai ? » « Pourquoi veut-on que nous allions combattre les bolcheviks, alors qu'une guerre officielle n'est déclarée ? » Un million d'autres questions ne s'en suivent-elles pas ?

Lebellic parla aussi de la nourriture, qu'il disait de qualité inférieure. L'inspecteur Guyot, auquel l'enseigne de vaisseau Lafosse reprochait de faire le jeu de l'ennemi, répondit :

« Il ne s'agit pas de cela. Pour obtenir une amélioration à son sort, on est quelquefois obligé à la révolte ; mais sachez que si un jour quelconque nous nous révolterons, nous serons traités comme les matelots de la France. L'équipage du cuirassé Provence aura à cœur de défendre la patrie avec la dernière énergie. »

Et le témoin ajoute que ces paroles furent applaudies par les mutins.

Le quartier-maître Bertin dit que certains actes d'insubordination furent commis par le commandant en second de la Provence, et il cite des faits personnels à l'appui de cette affirmation.

L'inspecteur Mémé invoque le témoignage du quartier-maître Bertin :

« Le lendemain de l'insulte, au moment où recommençaient les incidents de la veille, j'ai vu des matelots qui m'aidaient pour rétablir le calme ? »

Le témoin répond par l'affirmative.

L'inspecteur Sylvestre, mis en cause par la déposition du capitaine d'armes Lallou, déclare que le témoin n'a rien vu.

Le capitaine de vaisseau Durand-Viel, commandant actuel du cuirassé Provence, donne lecture du régime de permission fixé par le décret du 28 octobre 1918.

À l'issue de la séance, les avocats de la défense M. Ginouli et Terrin, déposent des conclusions tendant à établir que le commandant Saillard se trouvait dans la salle du conseil avant d'avoir été appelé comme témoin.

Le président donne acte et lève, à 6 heures, la séance, qui est renvoyée au lundi matin.

## Le nouveau préfet maritime de Cherbourg

Le vice-amiral Grasset est nommé à l'emploi de commandant en chef, préfet maritime du 4<sup>e</sup> arrondissement (Cherbourg).

## LA GREVE GENERALE

### APPROUVÉE AU MEETING DE LA FÉDÉRATION DU SPECTACLE

Les directeurs de l'Opéra-Comique, de l'Odéon, du théâtre Antoine et de la Scala, ayant accepté le contrat des syndicats, joueraient cet après-midi.

## Les grandes scènes des boulevards auraient refusé de céder.

Une première réunion avait été tenue à la Maison des syndicats, à 4 heures. L'ordre du jour adopté s'élevait contre le recrutement de musiciens non syndiqués, auquel se seraient livrés, notamment, les services de placement du sous-secrétariat de la démobilité.

A 9 heures, un autre meeting, présidé par M. Marx, des musiciens, assisté de M. Neely, des artistes, et M. Lanarue, des machinistes.

M. Campana, des artistes dramatiques, fit une allocution très applaudie, dans laquelle il exprima les sentiments de solidarité de ses camarades.

Watson, des music-halls, fit l'appel des concerts et music-halls en greve. Les délégués du mouvement. Après quelques mots de M. Alard, M. Legris, secrétaire de la Fédération, appela l'attention de l'assemblée sur la gravité de la décision à prendre : il ne s'agit rien moins que d'adopter la résolution du comité inter-syndical. Lorsque M. Legris prononce les mots « grève générale », c'est une immense ovation qui lui répond. C'est à l'unanimité qu'est prise la décision.

Après lui, divers orateurs viennent féliciter le comité inter-syndical de sa décision et expliquer pourquoi ils s'en réjoignent.

Cet après-midi, à 3 heures, une réunion aura lieu, au cours de laquelle les délégués de la journée seront exposés aux syndicats.

## LA SOIRÉE DANS LES THEATRES

Hier soir, les délégués de chaque théâtre ont soumis à la signature des directeurs le contrat que nous publions d'autre part.

Jusqu'ici, sous MM. Paz et Timot, directeurs de la Scala, et Andrieu, directeur intermédiaire du théâtre Antoine, ont signé MM. Albert Carré et Vincent et Emilio Isola, directeurs de l'Opéra-Comique, sous réserve de l'approbation ministérielle ; Paul Gavault, directeur de l'Odéon, et Trarieux et Bravard, directeurs de la Gaîté-Lyrique, auraient également répondu favorablement aux délégués de la F. S.

MM. Alphonse Franck (Edouard-VII, Gymnase), Henry Hertz (Porte-St-Martin, Ambigu), Quinson (Palais-Royal, Bouffes-Parisiens), Rozenberg (Athènes), Maurice Bernhardt (Sarah-Bernhardt), Trébor et Brignon (Théâtre Michel), Mme Gora Laparacchio (Renaissance), et M. Rolle (Déjazet) ont refusé de signer jusqu'à présent.

## Chez M. Alphonse Franck

Le président de l'Amicale des directeurs de théâtre de Paris paraît décidé à la résistance :

« Je ne veux pas signer, nous dit M. Alphonse Franck, et la plupart de mes confrères suivront mon exemple. Pourquoi le comité inter-syndical fait-il de la clause relative aux non-syndiqués la partie essentielle du cahier des revendications ? J'avoue que je ne comprends pas ! »

Les directeurs de théâtre se réunissent ce matin, à 11 heures, au théâtre Edouard-VII.

## Dans les music-halls

Comme hier, les music-halls ont donné leurs représentations avec des moyens de fortune. A l'Alhambra, le piano s'est cassé, et deux violons. Au Casino de Paris, à l'Edouard, à l'Alhambra, à la Gaîté-Rochefort, au Casino-Saint-Martin, à Bobino, à la Gaîté-Montparnasse, aux Folies-Belleville, à l'Empire, à l'Apollon, au Bal Tabarin, au Concert Mayol, aux Bouffes-du-Nord, à l'Alcazar, partout, la soirée s'est déroulée sans incident.

Seuls, les Folies-Bergère, le Petit-Casino, le Kussal et les Ambassadeurs — ce dernier étant fermé à cause de la pluie — sont restés fermés.

## La F.S. va organiser des concerts gratuits

Aujourd'hui s'organiseront, au sein de la Fédération du spectacle, des troupes de propagande qui donneront des concerts gratuits, et, dès aujourd'hui, l'orchestre de l'Apollon ouvre un grand bal, 40, rue Blanche, au profit de la Fédération.

## A l'Union des artistes

L'Union des artistes dramatiques et lyriques, qui mène une vigoureuse campagne contre l'action de la Fédération du Spectacle, et proteste au nom de la liberté du travail, contre l'exclusion des non-syndiqués, engage tous les artistes indépendants à envoyer leur adhésion 4, rue Rossini.

## L'AFFAIRE LENOIR

L'information supplémentaire serait close lundi soir.

Poursuivant son enquête complémentaire, M. Eugène Pères, président de la commission d'instruction, a entendu, hier, Mme Lenoir, citée comme témoin à la suite de déclarations faites par son fils au cours de son interrogatoire de vendredi.

Nous croyons savoir qu'à la suite de cette audition M. Eugène Pères entendra de nouveaux témoins. L'information supplémentaire serait close lundi soir.

## L'affaire Gilbert-Prat

Un juge d'instruction est désigné.

Le procureur de la République a signé des réquisitions dans la plainte directe déposée par M. Aristide Prat, député de Seine-et-Oise, et en a saisi M. Cluzel, juge d'instruction.

## L'affaire Judet

Hier matin, le commandant Aberl a entendu Mme Bouber, couturière, qui a travaillé, à diverses reprises, à Neuilly-sur-Seine, pour le ménage Judet.

La déposition n'a présenté aucun intérêt pour l'information en cours.

## EN ITALIE

### A LA CHAMBRE, M. TITTONI PARLE DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU CABINET

Il fait l'exposé complet des négociations dont a été l'objet, à la Conférence de la paix, la question de l'Adriatique.

ROME, 27 septembre. — M. Tittoni, ministre des Affaires étrangères, fait, aujourd'hui, à la Chambre, un exposé de la politique extérieure du gouvernement.

Après avoir insisté sur la position difficile où se trouve la délégation italienne à la Conférence, M. Tittoni aborde ensuite la question de Fiume. Il indique, comment M. Wilson est devenu l'arbitre de tous les problèmes soumis à la Conférence, et par conséquent, de celui de l'Adriatique.

Tout conseil, dit-il, à la délégation italienne de résoudre au plus tôt le problème. Son intérêt était de sortir du cercle vicieux sans aucune réserve pour la question de Fiume. Il indique, comment M. Wilson est devenu l'arbitre de tous les problèmes soumis à la Conférence, et par conséquent, de celui de l'Adriatique.

Il est vrai que le pacte engageait tous les Italiens, et la France, mais, le 17 janvier, avec le consentement des délégués italiens, sans aucune réserve pour la question de Fiume, on avait décidé que les résolutions de la Conférence devaient être prises à l'unanimité ; par conséquent, la résolution du comité inter-syndical de la France ne pouvait avoir aucune valeur pour nous sans celui de l'Amérique.

Mais l'Angleterre et la France ne pouvaient, dans l'appui qu'elles nous prêtent, dépasser le point, au delà duquel elles risquent de se trouver en conflit avec les Etats-Unis. Il fut donc nécessaire d'aller vers un compromis sur les bases suivantes :

1° Aucun territoire ou ville ayant une majorité italienne ne devait être placé sous la domination étrangère ;

2° Les minorités italiennes devaient être efficacement sauvegardées dans leur existence nationale ;

3° On devait garantir nos intérêts économiques ;

4° On devait pourvoir efficacement à la sécurité de notre frontière sur la terre ferme au sud de l'Adriatique, et non seulement dans le Quadraro, mais depuis le Quadraro jusqu'au canal d'Ortranto.

M. Tittoni estime qu'il n'est pas de sa compétence de proposer une résolution ; il en remet le soin au président du Conseil, puis la Chambre décide, et il fait toutefois remarquer les graves dangers qui se présentent pour l'Italie, si elle sortait de l'alliance des grandes puissances.

M. Tittoni développa un ordre du jour tendant à proclamer l'annexion de Fiume. La séance fut ensuite levée et renvoyée à demain.

## Les élections fixées au 16 novembre

ROME, 27 septembre. — On confirme que les élections auront lieu le 16 novembre. Mais, l'ici là, la Chambre pourra-t-elle discuter les traités de Versailles et de Saint-Germain ? L'intention de M. Tittoni est sans doute d'obtenir la ratification au plus vite, pour manifester une attitude amicale à l'égard des Alliés ; mais le débat sera-t-il possible dans l'état d'esprit actuel de la Chambre, si la question de Fiume n'est pas tranchée aujourd'hui même ?

## L'amiral Cagni à Fiume

ROME, 27 septembre. — Le *Tempo* publie une dépêche de Trieste annonçant que l'amiral Cagni est arrivé le 25 à Fiume. La foule s'était rendue au port, mais l'attitude réservée de l'amiral a empêché toute manifestation.

## Le remaniement du gouvernement allemand

BERLIN, 27 septembre. — On mande de Berlin :

La Gazette de Voss croit savoir que la question des nominations aux postes vacants dans l'office d'Etat de l'Intérieur sera réglée dès que sera liquidée la question de l'entrée des démocrates dans le gouvernement.

## Nancy recevrait Légion d'honneur et croix de guerre

NANCY, 27 septembre. — M. Gustave Simon, maire de Nancy, qui rentre cet après-midi du Congrès des maires, annonce que la capitale lorraine recevra la croix de guerre et la Légion d'honneur, accompagnées de superbes citations. (*Petit Parisien*.)

## L'affaire des mistelles

LE HAVRE, 27 septembre. — Une perquisition a eu lieu aujourd'hui dans les bureaux de M. Manuel Misa, 12, rue Naude. Cette opération se rapporte à l'affaire des mistelles, dans laquelle M. Misa serait compromis.

## Les faux bons de la Défense nationale

Dans une maison d'Orsay, on arrête des faux monnayeurs, et l'en trouve 374.835 francs en faux billets de banque.

L'affaire des faux bons de la Défense nationale a fait un grand pas hier. Au cours de la matinée, deux commissaires de la Sûreté générale, accompagnés de douze inspecteurs et secondés par la gendarmerie locale, ont cerné une villa de la rue de Paris, à Orsay, près de Versailles, et y ont arrêté une bande de faux monnayeurs.

Celle-ci se composait de six personnes, dont le chef, Fernand Gaudin, a été arrêté à Rouen le 9 septembre dernier. Au cours de la perquisition opérée dans l'immeuble, la police a découvert tout un attirail de faux monnayeurs et 374.835 francs en billets de banque, mais en faux billets. Tous les inculpés, qui fabriquaient également des faux bons de la Défense nationale, ont été dirigés sur Paris, pour y être mis à la disposition du Parquet de la Seine.

## NOUVELLES BREVES

Après avoir blessé sa maîtresse de trois coups de revolver, un Américain anonyme, 21, avenue Victor-Hugo, s'est suicidé.

Boulevard Beaumarchais, à l'angle de la rue Saint-Sabin, hier, à 18 heures, un autobus est monté sur le trottoir. Huit voyageurs légèrement blessés.

# CHOUQUETTE

par ABEL HERMANT

... Et ceci se passera en des temps qui ne sont pas encore. On emploiera néanmoins l'imparfait et le passé défini, parce que c'est l'usage.

M. le ministre avait pour Mlle Chouquette, du théâtre des Délassements-Comiques, une considération singulière et une affection toute paternelle. Les pires langues de Paris n'y trouvaient rien à redire. Tout se sait, et l'on avait bien que le ministre, époux et père de famille sans reproche jusqu'à l'âge de soixante-dix ans révolus, ne songeait même plus qu'une vertu si longue pût lui peser.

D'ailleurs, elle ne lui pesait pas davantage que trente ou quarante ans plus tôt. Mais, justement parce qu'il avait toujours vécu dans une société presque puritaine, et qu'il passait au moins ses vacances dans une province reculée, M. le ministre craignait de n'être pas aussi dégourdi qu'il rendait de fréquentes visites à Mlle Chouquette, qui tenait pour la plus parisienne des comédiennes de Paris, c'était, uniquement, afin de lui demander des suggestions.

Ma chère enfant, lui disait-il, vous qui savez tout, que pensez-vous de M. N... ou de M. Z... qui me sont chaudement recommandés pour telle place, ou pour telle distinction honorifique ?

Et si Mlle Chouquette répondait que M. N... était la crème, que M. Z... était de l'or en barres — car elle variait ses métaphores — M. le ministre, après avoir murmuré : « Qu'elle est bonne et qu'elle est charmante ! » accordait la place à M. N... et à M. Z... la distinction honorifique. Ses visites à l'étoile des Délassements-Comiques n'étaient donc pas rigoureusement désintéressées, mais qu'y reprendre ? Il est vrai que saint Jean Chrysostome a condamné l'intimité des hommes et des jeunes personnes, même sous cette forme innocente. Il avait ses raisons, nous en avons d'autres pour nous relâcher d'un ascétisme trop chargé.

M. le ministre ne doutait pas non plus que Mlle Chouquette ne fût la plus grande artiste de France et de l'étranger depuis les origines du théâtre, et qu'elle n'eût la note plaisante aussi bien que la note tragique, enfin toute la lyre. Lorsqu'un auteur de qualité lui confiait une création, il en perdait le sommeil, et les affaires de l'Etat en souffraient.

Voulez-vous me faire un immense plaisir ? disait-il à Chouquette six fois la semaine. Récrivez-moi un bout de votre nouveau rôle.

Ordinaire, Chouquette ne se faisait pas prier. Ce jour-là, elle répondait avec désinvolture à son grand ami :

Mon nouveau rôle ? Je serais bien embarrassée de vous en récrire le quart d'une réplique. Pensez-vous que j'aie eu le temps de m'en occuper cette semaine ? J'ai couru du matin au soir pour le syndicat, et je n'ai pas eu moins de quarante discours à prononcer. C'était toujours le même, et je n'avais que la peine de le répéter ; mais, c'est curieux moi qui suis comme chez moi sur les planches, à la Bourse du travail j'ai un trac fou.

Ma chère enfant, repartit le ministre, je ne méconnais pas la grandeur de la cause à laquelle vous vous êtes consacrée avec un dévouement admirable ; mais vous me permettez bien de penser à vos propres intérêts, si vous les oubliez vous-même, et d'être un peu égoïste pour vous. Vous êtes à un tournant de votre carrière. Il ne vous faut plus qu'un triomphe pour sortir tout à fait. La pièce de Castelbajac vous en offrira certainement l'occasion ; mais je tremble que vous n'indisposiez votre auteur, et M. Lagneau votre directeur, si vous sèchez l'une après l'autre toutes les répétitions.

Je n'aurais garde de les sécher, dit Chouquette avec un sourire mystérieux.

Enfin, dit le ministre, vous avouez vous-même que vous ne savez pas un mot de votre texte, et la pièce est au tableau depuis quinze jours. Castelbajac pourrait se fâcher. Je voudrais voir ça, dit Chouquette.

Elle le vit le jour même. Lorsqu'elle arriva au théâtre avec deux heures de retard, le directeur et l'auteur ne lui souhaitèrent pas le bonjour.

Et quand elle déploya froidement son papier, Castelbajac lui demanda, sans ménager les expressions, si elle se moquait du monde.

Elle répondit avec arrogance : Du monde entier.

Ne dis donc pas de futilités, ma jolie. fit Lagneau ; et puisque tu ne sais pas encore ton rôle imperturbablement, ce que, pour ma part, je ne puis approuver — mais je me tais — par pis-aller, si nous le donnons, et de ton mieux.

Chouquette se mit à jurer, Castelbajac à crier : « Elle n'est seulement pas fichue de lire ! » A la troisième réplique, il n'y put tenir, et, arrachant des mains de Chouquette le papier, il lui dit : « J'en ai assez, je te retire le rôle », non sans l'avoir successivement comparée à une dinde, à une seringue, ainsi qu'à plusieurs autres animaux et à divers objets mobiliers.

Mais, à ce moment, le chef des accessoires, s'avancant jusqu'au guignol, fit observer, fort poliment d'ailleurs, à M. Castelbajac, que Mlle Chouquette ayant répété le rôle plus de quatre fois, personne au monde n'avait plus le pouvoir de le lui retirer.

De quoi vous mêlez-vous ? dit Castelbajac.

Le chef des accessoires répondit que la solidarité l'autorisait à se mêler de n'importe quoi, et Lagneau lui-même, hochant la tête, parut l'approuver. Cette trahison rendit Castelbajac plus furieux.

Ah ! s'écria-t-il, voilà comme tu me défends ? Je devais m'y attendre ! Eh bien ! comme je n'ai aucune envie de me couvrir de ridicule, c'est moi qui retire ma pièce.

A ton aise, mon chéri, dit Lagneau. Elle est en quatre actes : c'est huit mille francs que tu me dois, j'aime à croire que tu as sur toi ton carnet de chèques ?

Castelbajac n'avait pas coutume d'emporter en ville son chèque. Il s'en suivit que la pièce ne fut point retirée, et que Chouquette créa le principal rôle ; mais elle donnait à l'auteur si peu de satisfaction, qu'il jugea prudent de conter partout, avant la première, que son interprète massacrait un chef-d'œuvre, et qu'il déclinait toute responsabilité.

Le tout-Paris des répétitions générales est doué au plus haut point de l'esprit de contradiction. Les spectateurs demeurent donc unanimement d'accord que la pièce de Castelbajac n'était pas un chef-d'œuvre, mais que Chouquette y était incomparable, et le succès fut prodigieux. L'auteur, qui au bout du compte en profitait, ne se soucia point d'en analyser les causes, et il embrassa sans rancune sa délicateuse interprète. M. le ministre se permit également de l'embrasser. Il ne se sentait pas d'aise, et se montrait dans les coulisses, où on le félicitait discrètement ; puis il retournait à la loge de sa belle amie, l'embrassait encore, et recevait de nouvelles félicitations.

Mon chéri, dit-elle entre le troisième et le quatrième, ne ferez-vous pas quelque chose pour ce garçon-là ?

Monsieur, dit le ministre à Castelbajac, le gouvernement de la République vous nomme chevalier de la Légion d'honneur.

Je vous remercie de tout cœur, dit Castelbajac, mais je le suis déjà depuis dix ans.

Qu'à cela ne tienne, dit le ministre, le gouvernement de la République vous nomme officier.

Le quatrième acte se termina parmi les acclamations. Lorsque Chouquette, rappelée quatorze fois par un public en délire, put enfin remonter dans sa loge, elle y trouva Lagneau, qui paraissait consterné.

Eh bien ! mon vieux, lui dit-elle familièrement, tu as l'air d'avoir enterré toute ta famille. Il ne faut pas faire cette tête-là, c'est un succès.

C'est un désastre, dit Lagneau. Nous ne jouerons pas demain. La Fédération vient de m'aviser que vous faites grève, par solidarité avec les livreurs de charbon.

C'est trop fort ! s'écria Chouquette. Qu'ai-je de commun avec les charbonniers ? Ah ça, monsieur le ministre, le gouvernement va-t-il se décider bientôt à protéger la liberté du travail et à défendre la dignité de l'art ?

Abel HERMANT.

bonjour très cordialement ; et quand elle déploya froidement son papier, Castelbajac lui demanda, sans ménager les expressions, si elle se moquait du monde.

Elle répondit avec arrogance : Du monde entier.

Ne dis donc pas de futilités, ma jolie. fit Lagneau ; et puisque tu ne sais pas encore ton rôle imperturbablement, ce que, pour ma part, je ne puis approuver — mais je me tais — par pis-aller, si nous le donnons, et de ton mieux.

Chouquette se mit à jurer, Castelbajac à crier : « Elle n'est seulement pas fichue de lire ! » A la troisième réplique, il n'y put tenir, et, arrachant des mains de Chouquette le papier, il lui dit : « J'en ai assez, je te retire le rôle », non sans l'avoir successivement comparée à une dinde, à une seringue, ainsi qu'à plusieurs autres animaux et à divers objets mobiliers.

Mais, à ce moment, le chef des accessoires, s'avancant jusqu'au guignol, fit observer, fort poliment d'ailleurs, à M. Castelbajac, que Mlle Chouquette ayant répété le rôle plus de quatre fois, personne au monde n'avait plus le pouvoir de le lui retirer.

De quoi vous mêlez-vous ? dit Castelbajac.

Le chef des accessoires répondit que la solidarité l'autorisait à se mêler de n'importe quoi, et Lagneau lui-même, hochant la tête, parut l'approuver. Cette trahison rendit Castelbajac plus furieux.

Ah ! s'écria-t-il, voilà comme tu me défends ? Je devais m'y attendre ! Eh bien ! comme je n'ai aucune envie de me couvrir de ridicule, c'est moi qui retire ma pièce.

A ton aise, mon chéri, dit Lagneau. Elle est en quatre actes : c'est huit mille francs que tu me dois, j'aime à croire que tu as sur toi ton carnet de chèques ?

Castelbajac n'avait pas coutume d'emporter en ville son chèque. Il s'en suivit que la pièce ne fut point retirée, et que Chouquette créa le principal rôle ; mais elle donnait à l'auteur si peu de satisfaction, qu'il jugea prudent de conter partout, avant la première, que son interprète massacrait un chef-d'œuvre, et qu'il déclinait toute responsabilité.

Le tout-Paris des répétitions générales est doué au plus haut point de l'esprit de contradiction. Les spectateurs demeurent donc unanimement d'accord que la pièce de Castelbajac n'était pas un chef-d'œuvre, mais que Chouquette y était incomparable, et le succès fut prodigieux. L'auteur, qui au bout du compte en profitait, ne se soucia point d'en analyser les causes, et il embrassa sans rancune











